

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Moyen-Orient & Afrique du Nord > Syrie > Kurdistan de Syrie > **Milices proturque : Amnesty International dénonce « un climat de terreur » (...)**

Milices proturque : Amnesty International dénonce « un climat de terreur » contre les Kurdes d'Afrin

lundi 6 août 2018, par [Amnesty International](#), [KAVAL Allan](#) (Date de rédaction antérieure : 3 août 2018).

L'ONG recense les exactions des milices proturques dans la ville syrienne.

Les civils d'Afrin, en Syrie, subissent de « graves violations des droits humains » perpétrées par les supplétifs locaux de l'armée turque qui occupent ce territoire kurde depuis le mois de mars, d'après un rapport d'Amnesty International publié jeudi 2 août. En janvier, l'armée turque et ses alliés syriens avaient lancé une offensive contre la poche d'Afrin, alors tenue par les forces kurdes, alliées à la coalition internationale contre l'organisation Etat islamique (EI). Celles-ci ont été chassées d'Afrin après trois mois de bataille. D'après l'organisation non gouvernementale, la Turquie donne « toute latitude » à la vingtaine de milices d'orientation islamiste qu'elle soutient pour commettre leurs exactions contre la population kurde.

« Il règne à Afrin un climat de terreur, dénonce Diana Semaan, qui a mené pour Amnesty, pendant plusieurs mois, les recherches ayant permis d'établir les violations perpétrées contre la population kurde. Les groupes armés syriens règnent en maîtres dans l'espace public. Les habitants, majoritairement kurdes, qu'ils perçoivent comme leurs ennemis, se sont vu confisquer leur ville et sentent qu'ils ne sont pas à l'abri de violences arbitraires de leur part. Cette peur paralyse les habitants et rend particulièrement difficile la recherche d'informations. Nous avons la certitude qu'il y a beaucoup plus de cas de disparitions et de tortures que ceux que nous avons pu établir. »

L'accès à Afrin est sous le contrôle des forces armées turques, qui n'ont pas autorisé les chercheurs d'Amnesty International à se rendre sur place, et limitent drastiquement l'accès des médias indépendants à l'enclave occupée. Les témoignages recueillis à distance, ou auprès d'habitants d'Afrin ayant récemment quitté la zone, permettent toutefois de prendre l'ampleur des violations commises à l'encontre de la population kurde.

Pillages massifs

Les disparitions forcées et les détentions arbitraires sont notamment devenues un trait distinctif du règne exercé par les forces turques et leurs alliés. « Il s'agit d'un phénomène d'ampleur que nous n'avons pas pu quantifier avec précision dans sa totalité, du fait des conditions dans lesquelles se sont déroulées nos recherches », indique M^{me} Semaan. Les motifs de ces enlèvements sont multiples. « Il existe des cas qui relèvent de la pure répression politique contre les personnes opposées à la présence des forces armées turques et des groupes armés. Mais nous avons également documenté de nombreux enlèvements avec demande de rançon, perpétrés par ces mêmes groupes », précise M^{me} Semaan. Dans certains cas, les familles restent sans nouvelles de leur proche, en dépit des sommes versées.

Chaque milice d'Afrin dispose de ses propres lieux de détention. Bien que tous placés sous la férule d'Ankara, les groupes armés présents à Afrin entretiennent des rivalités qui peuvent dégénérer en luttes territoriales, voire en confrontations armées. Les familles des personnes détenues sont ainsi confrontées à une multitude de groupes armés hostiles. Si certains sont libérés après des périodes de captivité émaillées, dans plusieurs cas, d'actes de brutalité ou de torture, d'autres disparaissent dans le chaos ambiant. « Nous avons relevé des cas des personnes déplacées par les combats qui ont tenté de rentrer dans leurs anciennes maisons, dans des zones occupées, et qui ne sont jamais réapparues », indique M^{me} Semaan.

Après des pillages massifs, les habitations et les commerces de milliers d'habitants d'Afrin, déplacés par les combats au début de l'année, ont été attribués à des déplacés venus de territoires rebelles, repris entre-temps par le régime syrien. Ajoutées au climat de peur qui frappe la population kurde, ces évolutions laissent planer le spectre d'un remplacement démographique durable.

Allan Kaval

* LE MONDE | 03.08.2018 à 10h56 :

https://abonnes.lemonde.fr/syrie/article/2018/08/03/amnesty-international-denonce-un-climat-de-terreur-contre-les-kurdes-d-afrin_5338955_1618247.html

Syrie. La Turquie doit mettre un terme aux graves violations des droits humains imputables à ses propres forces et aux groupes alliés à Afrin

Les forces turques donnent aux groupes armés syriens toute latitude pour commettre de graves violations des droits humains contre les civils à Afrin, ville du nord du pays, a déclaré Amnesty International le 2 août après avoir mené des recherches approfondies sur la vie sous occupation militaire turque.

Ces recherches publiées le 2 août révèlent que les habitants d'Afrin endurent de multiples atteintes aux droits humains, qui sont pour la plupart le fait de groupes armés syriens équipés et armés par la Turquie. Ces violations, sur lesquelles les forces armées turques ferment les yeux, englobent les détentions arbitraires, les disparitions forcées, la confiscation de biens et le pillage. Certains de ces groupes, et les forces turques elles-mêmes, ont réquisitionné des écoles, empêchant l'éducation de milliers d'enfants.

« L'offensive et l'occupation par l'armée turque exacerbent la souffrance des habitants d'Afrin qui ont déjà subi pendant des années un conflit meurtrier. Nous avons entendu des récits terribles de personnes placées en détention, torturées ou victimes de disparition aux mains de groupes armés syriens, qui continuent de faire des ravages parmi la population civile, sans que les forces turques n'interviennent, a déclaré Lynn Maalouf, directrice des recherches pour le Moyen-Orient à Amnesty International.

« La Turquie étant la puissance occupante à Afrin, elle est tenue d'assurer la sécurité de la population civile et de maintenir la loi et l'ordre public. Pour l'instant, ses forces armées manquent totalement à ces obligations. Elle ne peut se soustraire à sa responsabilité en se servant des groupes armés syriens pour faire le sale boulot. Sans plus attendre, la Turquie doit mettre fin aux violations commises par les groupes armés pro-turcs, amener les responsables à rendre des comptes et

s'engager à aider les habitants d'Afrin à reconstruire leurs vies. »

L'offensive et l'occupation par l'armée turque exacerbent la souffrance des habitants d'Afrin qui ont déjà subi pendant des années un conflit meurtrier.

Lynn Maalouf, directrice des recherches pour le Moyen-Orient à Amnesty International

En janvier 2018, l'armée turque et des groupes armés syriens alliés ont lancé une offensive contre les Unités de protection du peuple kurde (YPG), la force militaire de l'administration autonome dirigée par le Parti de l'union démocratique (PYD). Trois mois plus tard, la Turquie et ses forces alliées prenaient le contrôle d'Afrin et de ses environs, entraînant le déplacement de milliers de personnes qui ont cherché refuge dans la région voisine d'al Shahba, où elles vivent dans des conditions très difficiles.

Selon plusieurs habitants d'Afrin, les forces armées turques sont présentes en nombre dans le centre de la ville et dans plusieurs villages alentour. Le 1^{er} juillet, le ministère turc des Affaires étrangères a déclaré qu'elles resteront à Afrin pour continuer d'œuvrer au développement de la région.

Entre mai et juillet 2018, Amnesty International a interviewé 32 personnes : certaines vivaient toujours à Afrin, d'autres avaient fui à l'étranger ou vers d'autres régions de Syrie. Elles ont désigné des groupes armés pro-turcs, dont Ferqa 55, Jabha al Shamiye, Faylaq al Sham, Sultan Mourad et Ahrar al Sharqiye, comme étant responsables de graves violations des droits humains.

Le 16 juillet, Amnesty International a transmis au gouvernement turc un résumé de ses conclusions préliminaires, sollicitant une réponse. Dans sa réponse du 25 juillet, celui-ci a remis en cause l'impartialité de ces conclusions en pointant l'usage d'une terminologie comme « la région d'al Shahba » et l'« administration autonome », mais n'a pas fourni d'éléments concrets.

Les forces pro-turques se livrent à des détentions arbitraires et des disparitions forcées

Amnesty International a interrogé plusieurs habitants et personnes déplacées à l'intérieur du pays qui ont signalé que des groupes armés avaient arrêté de manière arbitraire des civils contre rançon, pour les punir parce qu'ils avaient demandé à récupérer leurs biens, ou pour des accusations infondées d'affiliation au PYD ou aux YPG. Des sources locales ont évoqué au moins 86 cas de détention arbitraire, de torture et de disparition forcée.

Une femme ayant fui Afrin a déclaré que son oncle avait été emmené par des membres d'un groupe armé pro-turc après être rentré dans son village trois mois plus tôt : « Nous ne savons pas où il se trouve. Il était responsable du « Komine » [le comité local]. Il n'est pas membre du PYD ni des YPG. Il est retourné à Afrin parce qu'il avait peur de perdre sa maison. Il s'était installé avec son épouse dans une autre maison, notre village servant de base militaire aux forces turques. Une nuit, il a décidé de demander aux membres d'un groupe armé de le conduire chez lui pour vérifier que tout était en ordre. Ils l'ont escorté jusque chez lui, et on ne l'a pas revu depuis. Ils ont refusé de dire à son épouse où ils l'avaient emmené. »

Deux anciens prisonniers interrogés par Amnesty International ont déclaré qu'ils avaient été détenus par le groupe armé Sultan Mourad et accusés d'être membres des YPG. Ils ont affirmé avoir vu des journalistes, des enseignants, des ingénieurs, des militants, ainsi que d'anciens employés du PYD et des combattants des YPG dans la prison d'Azaz où ils étaient enfermés.

L'un d'entre eux a raconté : « J'ai été détenu près d'Afrin pendant deux mois. J'ai été transféré dans de multiples centres de détention, notamment à Maamalou, Damliou et Baadino, des villages aux alentours d'Afrin, où j'ai été interrogé par des membres de deux groupes armés et les forces armées

turques. Toutes leurs questions portaient sur mes activités sur les réseaux sociaux ; ils m'ont accusé d'appartenir aux YPG car j'ai signalé des violations commises par la Turquie pendant l'offensive militaire.

« Ils m'ont emmené à la prison d'al Rai à Azaz, contrôlée par Sultan Mourad. Je n'ai pas été torturé, mais j'ai vu des membres de Sultan Mourad rouer de coups devant moi des prisonniers juste pour s'amuser, et la nuit les hurlements se répercutaient dans tout le bâtiment. J'ai été libéré sans avoir vu un juge. Je ne pensais pas sortir de là un jour. »

Les forces pro-turques responsables de la confiscation de biens

Depuis mars 2018, lorsque la Turquie et ses alliés ont pris le contrôle d'Afrin, des centaines de personnes sont retournées dans la ville à pied, à travers les montagnes, car les YPG bloquent les routes permettant d'entrer à Afrin et empêchent délibérément les personnes déplacées d'y retourner. Ceux qui ont réussi à rentrer ont bien souvent découvert que leurs propriétés avaient été confisquées et leurs biens volés par les groupes armés alliés à la Turquie.

Dix témoignages relatent que les groupes armés syriens ont confisqué des propriétés et des boutiques à Afrin. D'après des habitants déplacés, ce sont des proches et des voisins qui les ont informés que leurs maisons servaient de quartier général aux groupes armés pro-turcs ou étaient occupées par des familles déplacées de la Ghouta orientale et d'Homs.

Un enseignant réfugié dans un camp de la région d'al Shahba a déclaré que sa maison à Jenderes avait été confisquée par Faylaq al Sham : « Mon voisin m'a averti que ma maison avait été confisquée. Il m'a envoyé des photos qui montrent clairement le nom de Faylaq al Sham écrit sur le mur de la porte d'entrée. »

Trois habitants déplacés ont également signalé que des groupes armés avaient confisqué leurs boutiques. Selon le témoignage d'un homme et de son fils graphiste, qui avaient trois commerces à Afrin, un proche leur a appris que leur maison avait été confisquée par le groupe armé Ferqa 55. Ils ont reçu des photos montrant l'une de leurs boutiques convertie en boucherie par une famille de la Ghouta orientale. Le propriétaire d'une supérette dans un village près d'Afrin a appris récemment par un proche que son magasin avait été pillé et était désormais tenu par une famille originaire de la Ghouta orientale.

Une femme a déclaré : « Les familles de la Ghouta ne sont pas responsables. Elles sont déplacées, tout comme nous, et sont peut-être dans une situation pire que la nôtre. »

Les forces pro-turques se livrent au pillage de maisons et de commerces

Douze personnes ont déclaré avoir été témoins ou victimes de pillage. Plusieurs personnes déplacées ont appris par des proches que leurs maisons avaient été entièrement pillées ou vidées des équipements onéreux comme les postes de télévision, ordinateurs, machines à laver et réfrigérateurs.

Dans une interview accordée aux médias en avril [1], un représentant du tribunal militaire a affirmé que des actes de pillage avaient eu lieu en marge de l'offensive militaire, imputables à des militaires et à des civils, ajoutant que le tribunal avait commencé à restituer les biens à leurs propriétaires et qu'en coordination avec la police militaire d'Azaz et les forces armées turques, les responsables des pillages avaient été arrêtés et déférés au tribunal. Toutefois, un habitant rentré à Afrin en mai a déclaré : « Je suis allé voir la maison de mes parents et elle était vide. Ils ont volé tous les meubles, les appareils électroménagers et tout le reste. Les voisins ont vu l'Armée syrienne libre charger toutes les affaires dans des camions. Au moins quatre groupes armés contrôlent le village, donc ils

ne savent pas lequel était responsable. »

Un habitant d'Afrin qui s'est réfugié en Allemagne a déclaré : « À Afrin, je suis propriétaire de cinq appartements et d'un commerce. Un ami m'a averti que deux de mes logements sont désormais occupés par des familles déplacées. J'ai pu obtenir le numéro de téléphone des deux familles, l'une originaire d'Harasta et l'autre de la Ghouta orientale. J'ai appelé et leur ai demandé de bien s'occuper de l'habitation, mais ils m'ont répondu que tout avait déjà été pillé lorsqu'ils se sont installés. Je venais tout juste de la rénover. Mon problème, ce n'est pas les familles qui y vivent, mais les groupes armés. »

« Toutes les parties au conflit en Syrie, notamment les YPG, les forces armées turques et les groupes armés locaux, devraient faciliter le retour sûr et volontaire des habitants d'Afrin, a déclaré Lynn Maalouf.

« En tant que puissance occupante, la Turquie doit accorder des réparations pleines et entières à ceux dont les logements ont été confisqués, détruits ou pillés par les forces de sécurité ou leurs alliés. Il est du devoir de la Turquie de garantir que les civils déplacés puissent rentrer chez eux à Afrin et bénéficient d'une mesure de restitution ou, lorsque cela n'est pas possible, d'une indemnisation. »

Les forces turques et les groupes armés alliés utilisent des écoles à des fins militaires

Depuis janvier 2018, les habitants d'Afrin n'ont quasiment pas accès à l'éducation. Ils ont expliqué que depuis mars, les enfants n'avaient pu se rendre que dans une seule école de la ville, tandis que l'Université d'Afrin, détruite et pillée, est complètement fermée. Selon d'anciens enseignants déplacés dans la région d'al Shahba, les forces turques et des groupes armés syriens alliés ont installé leur quartier général dans l'école Amir Ghabari à Afrin. Amnesty International a analysé des images satellite prises le 20 avril sur lesquelles on peut voir plusieurs véhicules blindés et un bâtiment construit récemment, qui ne s'y trouvaient pas avant que les forces turques et leurs alliés s'emparent d'Afrin le 18 mars 2018.*

Selon des médias locaux et des habitants, en juin, les forces turques et les groupes armés ont converti l'école publique de Shara en quartier général de la police. Les forces turques se servent aussi d'une école à Jenderes comme centre de soins d'urgence, selon des habitants.

« Au titre du droit international humanitaire, et particulièrement dans des situations d'occupation, les écoles bénéficient d'une protection spéciale et l'éducation des enfants doit être assurée. Nous demandons à la Turquie de prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir que les enfants puissent retourner à l'école et que l'université soit rapidement reconstruite et rouverte dès que possible », a déclaré Lynn Maalouf.

Violations imputables au gouvernement syrien et aux YPG

À la suite de l'offensive menée en janvier 2018, des milliers de personnes ont fui vers la région voisine d'al Shahba. Au moins 140 000 personnes vivent aujourd'hui dans des camps ou des maisons endommagées sans véritable accès à des services, notamment à des soins médicaux. Les blessés et les malades chroniques doivent attendre le feu vert du gouvernement pour pouvoir se rendre à Alep, ville la plus proche où ils peuvent recevoir les soins médicaux dont ils ont besoin.

Le gouvernement syrien empêche tout déplacement depuis la région d'al Shahba vers d'autres régions de Syrie où les conditions de vie sont meilleures. Aussi, de nombreuses personnes luttant pour survivre ont dû verser de grosses sommes d'argent à des passeurs pour contourner ces restrictions.

